

Répartition des exportations canadiennes en 1996, selon la taille de l'entreprise

Catégorie d'exportateurs	Importance relative	Part du volume
Très petits	65 %	1 %
Petits	22 %	2 %
Moyens	8 %	5 %
Grands	5 %	92 %

Source : Statistique Canada (1997)

Tableau 2

Le Canada est devenu une nation commerçante de classe mondiale, mais nous ne sommes pas encore une nation de commerçants. Parmi les 75 000 exportateurs, seulement 5 000 entreprises comptent pour la majeure partie de la valeur des exportations canadiennes, soit plus de 90 % en 1996.

On a demandé à Statistique Canada d'établir le profil des exportateurs canadiens. Les données ont révélé que le 5 000^e exportateur canadien en importance en 1993 exportait des biens d'une valeur supérieure à 1,6 million de dollars. Ce volume d'exportation est maintenant accepté comme étant le seuil qui définit l'exportateur actif.

Statistique Canada a constaté que le nombre d'exportateurs dans cette catégorie a augmenté sensiblement entre 1990 et 1995 :

Année	Nombre d'entreprises	Croissance par rapport à l'année précédente
1990	3 867	—
1991	3 826	-1,0 %
1992	4 297	12,3 %
1993	4 999	16,3 %
1994	6 126	22,5 %
1995	6,378	4,1%

Tableau 3

Ces chiffres indiquent un taux de croissance annuel moyen de 10,84 % jusqu'à présent au cours de cette décennie : une solide performance. Si la croissance se poursuit à ce rythme jusqu'à la fin de l'an 2000, environ 10 670 entreprises seraient considérées comme des exportateurs actifs¹.

2.4 L'investissement

Il existe des liens vigoureux entre le commerce canadien et l'investissement : environ 40 % des exportations canadiennes représentent des échanges intra-entreprises. Alors que l'investissement direct étranger au Canada se situe à des niveaux records, nous perdons notre part du marché mondial au profit des

États-Unis, en tant que destination de l'investissement de ce genre. Au cours de la dernière décennie, le Canada a perdu six points de pourcentage de l'IDE mondial, alors que les États-Unis en ont gagné cinq. L'investissement direct du Canada à l'étranger augmente plus rapidement que l'IDE, mais il est concentré dans un nombre très limité d'entreprises. On dénombre plus de 1 300 entreprises transnationales dont le siège est au Canada, mais le Canada n'en compte que trois sur les 100 plus importantes dans le monde.

Récemment, les Canadiens ont reconnu l'importance de l'investissement international, et les règles d'investissement officielles du Canada ont été libéralisées en conséquence. Le Canada a été un chef de file dans la promotion de règles internationales en matière d'investissement. Ces règles protégeraient les investisseurs canadiens et élimineraient les barrières à l'investissement imposées par les pays étrangers dans divers forums internationaux.

Alors que le Canada a progressivement entrepris de libéraliser l'investissement, des inquiétudes subsistent quant à certaines restrictions imposées à l'étranger sur l'investissement dans la propriété. Ainsi, les initiatives concernant la politique sur l'investissement continueront à mettre l'accent sur la création d'un environnement attrayant pour les investisseurs étrangers ainsi que sur l'accès aux opportunités et sur la protection des investissements canadiens à l'étranger.

Le cadre de planification est dominé par des considérations comme :

- la diminution de la part de l'IDE mondial obtenue par le Canada;
- un écart entre l'image que l'on se fait de la compétitivité du Canada et la réalité;
- la nécessité d'avoir des instruments de commercialisation plus efficaces pour promouvoir les partenariats stratégiques du Canada et les échanges de technologie;
- le partage des coûts entre le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et le secteur privé;
- les pressions sans précédent qui s'exercent dans les ambassades à l'étranger quant à la capacité de fournir des services;
- la proposition du Livre rouge au sujet d'un fonds d'investissement destiné aux municipalités dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME).

Le défi consiste à faire du Canada l'emplacement de choix au sein de l'ALENA pour les investissements commerciaux nouveaux et accrus. Nous devons informer les investisseurs internationaux de la renaissance économique si évidente au Canada et de la mesure dans laquelle le classement international du Canada sur le plan de la compétitivité s'améliore. Comme les facteurs économiques fondamentaux au Canada connaissent une reprise spectaculaire et de plus en plus reconnue, le moment est tout indiqué pour insister sur le caractère attrayant du Canada pour les investisseurs étrangers.

¹ Statistique Canada n'inclut pas les exportateurs de services dans ses données sur la composition du groupe des exportateurs canadiens.